

BIENVENUE EN
Ille-et-Vilaine

PETIT GUIDE ÉCOCULTUREL
À L'USAGE DES QUÉBÉCOIS



PARTIE 1

*L'Économie sociale
et solidaire en
Ille-et-Vilaine*

Bienvenue en Ille-et-Vilaine !

Rassurez-vous : c'est une contrée qui est tout sauf laide ou méchante et qui doit son drôle de nom aux deux cours d'eau qui la parcourent ! Cependant, elle ne manque pas de caractère et possède quelques spécificités administratives, économiques et culturelles qui font son charme et sa complexité.



Carte d'identité

Nom : Ille-et-Vilaine

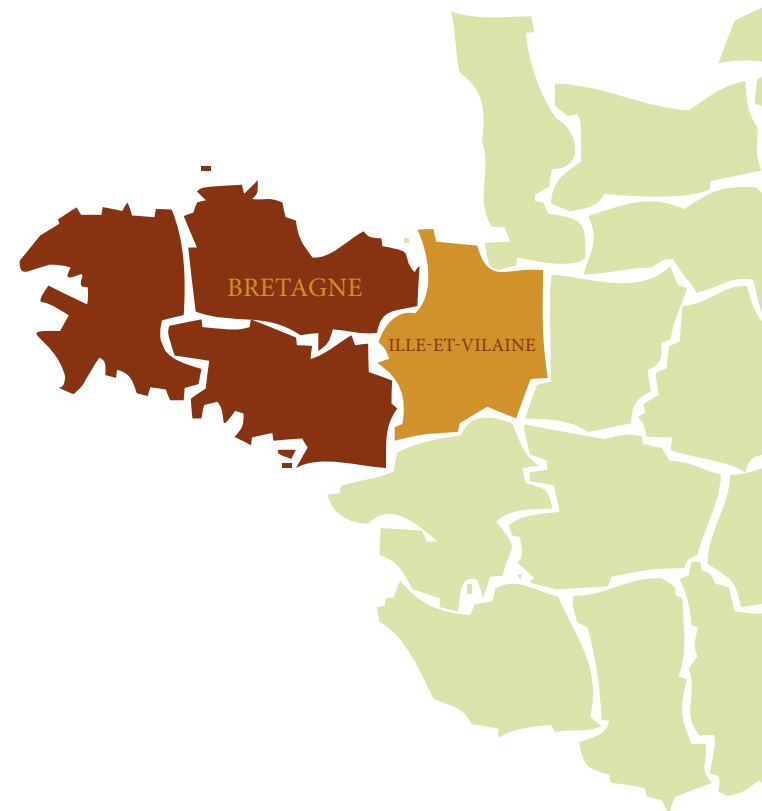
Superficie : 6774,7 km²

Population : 1 042 880
habitant-es (janvier 2018)

Densité : 150 hab./km²

Nom des habitant-es :
Bretilien-nes (nom créé et
adopté en 2013)

Villes majeures :
Rennes (221 270 habitant-es),
Saint-Malo (47 320 hab.),
Fougères (20 194 hab.),
Vitré (17 884 hab.),
Redon (9 850 hab.)



On n'y parle pas seulement français, mais aussi breton et gallo !



Taux de chômage en 2018 : 6,5 %
(8,5 %, moyenne nationale).



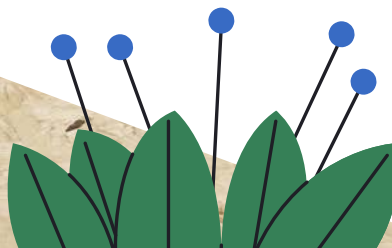
On consomme en Bretagne
12 kilos de beurre/an/habitant-e
(en particulier salé !), pour une
moyenne nationale de 8 kilos (ce
qui place déjà la France au rang de
premier pays consommateur
de beurre).



On y dénombre 110 espaces
naturels sensibles. On y croise des
tritons crêtés, des muscardins,
le crapaud calamite et d'autres
espèces surprenantes.



Aucune route payante (comme sur
l'ensemble de la Bretagne).



Définitions

L'économie sociale et solidaire tire son origine de deux concepts :

L'économie sociale

réunit les mutuelles et les coopératives ouvrières de production, issues des mouvements ouvriers du XIX^e siècle, ainsi que les associations et les fondations. Ces structures s'appuient sur un groupement de personnes et non de capitaux, et placent l'individu et le projet social au cœur de leur activité.

L'économie solidaire

désigne les structures d'insertion par l'activité économique et l'entrepreneuriat social.

Aujourd'hui, les conditions d'appartenance d'un acteur économique à l'économie sociale et solidaire sont définies dans la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, dite « loi Hamon ». Pour relever de l'ESS, les organisations doivent obéir à trois grands principes de fonctionnement :

- Elles n'ont pas pour but exclusif d'enrichir leurs membres, mais promeuvent une activité économique respectueuse de l'être humain et de son environnement.
- Les bénéfices de l'activité sont majoritairement réinvestis dans le développement de l'activité de l'organisation. Les réserves obligatoires sont impartageables et ne peuvent pas être distribuées. La lucrativité est limitée.
- Elles sont organisées démocratiquement selon un mode de gouvernance garantissant un pouvoir égal à chacun de ses membres (une personne = une voix).

Les entreprises de l'ESS peuvent être sous statut associatif, coopératif ou commercial. Dans ce cas, elles doivent remplir certaines conditions. Sans caractère obligatoire, l'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale » (ESUS) permet de vérifier que les entreprises répondent aux critères exigés en matière d'utilité sociale, de rémunération et de lucrativité limitée.

Le développement de l'ESS sur le territoire

En région Bretagne et sur le département d'Ille-et-Vilaine, l'ESS fait l'objet d'une politique ambitieuse de développement et de soutien.

Première région de France par son poids de l'ESS dans l'économie, la Bretagne a mis en œuvre depuis 2012 un processus visant à constituer un écosystème complet d'acteur-rices de territoire et de financement pour accompagner la montée en puissance de l'ESS et de l'innovation sociale. La Région Bretagne est labellisée Territoire French Impact.

Le Département d'Ille-et-Vilaine poursuit une politique volontariste de soutien à l'économie sociale et solidaire depuis 2005, avec l'objectif de renforcer le lien social et le développement territorial et durable. Le Département est labellisé Territoire de commerce équitable depuis 2014. Il subventionne un appel à projets permanent pour favoriser l'émergence de projets en économie sociale et solidaire. Cet investissement finance le temps nécessaire aux porteur-euses de projets pour la phase d'étude. Un comité consultatif en ESS réunit chaque mois de multiples acteur-rices de l'ESS pour coconstruire la politique ESS, mais aussi faire des préconisations.

Quelques chiffres clés

Établissements et emplois

4 300
établissements

Une composante
essentielle de
l'économie du territoire

47 400
salarié·es

soit 12,4 % des
salarié·es du
département

77%

employé·es par
les associations

15%

par les
coopératives

6%

par les
mutuelles

2%

par les
fondations

Une métropole dynamique

1 800
emplois

créés dans l'ESS
à Rennes entre
2013 et 2017

64 %
des emplois
créés
depuis 2011

Les 3 secteurs phares

Action
sociale

Enseignement

Activités
financières

Secteurs en croissance

L'aide à domicile,
l'action sociale sans
hébergement, l'hébergement
médico-social des personnes
en difficulté

La construction
(les SCOP), l'industrie et le
commerce de détail (bio)



Secteurs en baisse

Le spectacle vivant

L'hébergement
des personnes âgées et
handicapées



Les activités bancaires
coopératives et les
assurances mutualistes





PARTIE 2

*L'écosystème de
l'économie sociale
et solidaire*

Les pouvoirs publics et politiques & l'ESS

État

Représentant-es : le gouvernement et ses ministres; l'Assemblée nationale et ses député-es, qui votent les lois; des services de l'État déconcentrés pilotés par un-e préfet-ète, nommé-e par le gouvernement

Compétences : compétences régaliennes (police, justice, éducation, santé, normes, social)

Personnes ou services chargés de l'ESS : depuis 2020, une secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable ; correspondant-es régionaux-ales ESS nommé-es dans les préfectures de région

Principales politiques en cours : financement des études de faisabilité; soutien aux outils de finance solidaire; aide au financement de projets de création, développement et consolidation de l'ESS; soutien aux coopératives d'activité et d'emploi

Région Bretagne

Représentant-es : une assemblée régionale avec des élu-es sur une liste

Compétences : économie, transport, lycée, ports, agriculture, vie associative...

Personnes ou services chargés de l'ESS : vice-présidence à l'innovation sociale ; une cheffe de service innovation sociale et ESS au sein de la direction économie

Les EPCI : Communauté Val d'Ille-Aubigné, Redon Agglomération, Rennes Métropole...

Représentant-es : un conseil communautaire avec des représentant-es des communes (pas d'élection au suffrage universel)

Compétences : espace de coopération (voiries, transports, déchets, urbanisme, cohésion sociale, économie...)

Personnes ou services chargés de l'ESS : Val d'Ille-Aubigné : élu-es délégué-es à l'énergie, au climat, à la transition énergétique, à l'économie sociale et solidaire ; Redon : en 2014, un service ESS a été créé au sein de la direction économie, avec un chef de service ; Rennes Métropole : vice-présidence à l'ESS, chargé de mission sur ce sujet

Principales politiques en cours : Val d'Ille-Aubigné : territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) ; Redon : projet alimentaire territorial (PAT) ; Rennes Métropole : projet stratégique de développement de l'ESS, appel à projets permanent consacré aux entreprises de l'ESS

Département d'Ille-et-Vilaine

Représentant-es : une assemblée départementale avec des élu-es en binôme unipersonnel

Compétences : solidarité humaine et territoriale ; le social (insertion, personnes âgées, handicapées), la protection de l'enfance, le développement local, l'agriculture, l'ESS, les collèges, la culture

Personnes ou services chargés de l'ESS : vice-présidence au sein du conseil départemental d'Ille-et-Vilaine ; une chargée de mission pour ce sujet

Principales politiques en cours : politique départementale de l'ESS dès 2005. Budget consacré à l'ESS, hors politiques sectorielles, chantiers d'insertion et emplois associatifs ; appel à projets permanent pour l'ESS



Les acteurs de l'ESS dans le 35

Accompagnent

TAG35

TAg35 (Trajectoires agiles en Ille-et-Vilaine) accompagne le développement de l'entrepreneuriat local collectif.

LES COOPÉRATIVES D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI (CAE)

3 CAE sur le département : Élan créateur (généraliste), Élan bâtisseur (pour le bâtiment), Coop Domi Ouest (pour les services à la personne). Elles proposent aux entrepreneur-euses des services mutualisés et un accompagnement dans l'entrepreneuriat dans la durée.

LES PÔLES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

7 pôles sur le département mettent à disposition des porteur-euses de projets et acteur-rices de l'ESS du territoire un accueil individualisé, afin de les informer, de les orienter ou de leur proposer un parcours d'accompagnement adapté.

Informent

Financent

LES CIGALES

Les clubs d'investisseur-euses pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire sont des clubs de financement citoyen, réunissant 5 à 20 particulier-ères, qui soutiennent de petites et moyennes entreprises, coopératives, associations.

FRANCE ACTIVE BRETAGNE

Cette association, grâce à ses conseiller-ères techniques et financier-ères, accompagne et soutient les créateur-rices-repreneur-euses d'entreprises de l'ESS.

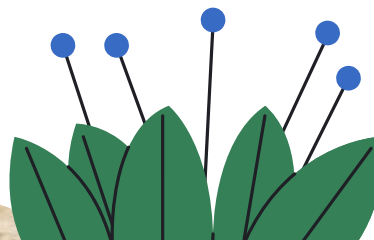
Représentent

LES SCOP DE L'OUEST

L'union régionale des SCOP assure la promotion du statut coopératif (SCOP et SCIC) en région, l'accompagnement à la création et au développement de ces entreprises.

LA CRESS BRETAGNE

La chambre régionale de l'économie sociale et solidaire favorise le regroupement des acteur-rices et représente l'ESS auprès des pouvoirs publics.





Ruralité

Si l'on circule aisément dans le département, grâce notamment à un maillage important de transports publics, le développement des communes rurales constitue un axe majeur de la politique départementale. Associée à des dispositifs comme le bouclier rural ou le fonds de solidarité territorial, elle soutient l'économie sociale et solidaire et permet de répondre aux besoins des populations en matière de développement local dans les communes où les services ne sont pas ou plus assurés.

LA FERME DES 5 SENS

Cette ferme est exploitée par 5 jeunes agriculteur-rices (maraîchers, boulangers et savonnière) et appartient à une société civile immobilière citoyenne formée de plus de 240 personnes.

GUIPRY
fermedes5sens.com

UN CAFÉ DES POSSIBLES

Restaurant, bistrot, épicerie en milieu rural, cette coopérative propose également une programmation culturelle variée : concerts, soirées jeux, débats...

GUIPEL
ucdp.bzh

L'ESAT LE POMMERET ET LES JARDINS DE BROCÉLIANDE

Établissement et service d'aide par le travail, Le Pommeret vise, à travers ses différentes structures, à accompagner et à promouvoir des personnes handicapées. Parmi ces structures, le parc floral, ludique et pédagogique « Les Jardins de Brocéliande » est le 8^e équipement touristique du département pour ce qui est de sa fréquentation, ainsi qu'un lieu d'insertion de personnes en situation de handicap.

jardinsdebroceliande.fr
lepommeret.fr

CIAP 35

L'espace test en agriculture paysanne permet aux porteur-euses de projets agricoles de se former tout en sécurisant leurs démarches pour leur installation future, grâce à un stage, des ateliers ainsi qu'un accompagnement personnalisé.

paysans-creactiv-bzh.org

183,4 millions d'euros

consacrés aux solidarités territoriales dans le budget 2016 du Département d'Ille-et-Vilaine



Alimentation

Territoire dont les deux tiers sont occupés par des surfaces agricoles, premier département français en effectifs dans l'industrie agroalimentaire, premier également au niveau national pour la production laitière, il n'est pas étonnant que l'Ille-et-Vilaine s'impose comme le lieu de nombreuses réflexions, expérimentations et innovations dans le domaine de l'alimentation.

EAU DU BASSIN RENNAIS ET LA MARQUE « TERRES DE SOURCES »

Comment améliorer la qualité de l'eau du robinet et faire des économies dans le traitement des eaux ? En soutenant les changements dans les pratiques agricoles par la mise en œuvre d'une marque de territoire répondant à la demande en produits agricoles locaux, de qualité et accessibles à tous.

eaudubassinrennais-collectivite.fr

SCARABÉE BIOCOOP

Créée en 1983 à Rennes, coopérative de consommateur-rices de produits bio, qui possède aujourd'hui 8 magasins, 3 restaurants bio végétariens et 1 snack dans la métropole rennaise.

[RENNES MÉTROPOLÉ
scarabee-biocoop.fr](http://rennes-metropole-scarabee-biocoop.fr)

BREIZHICOOP

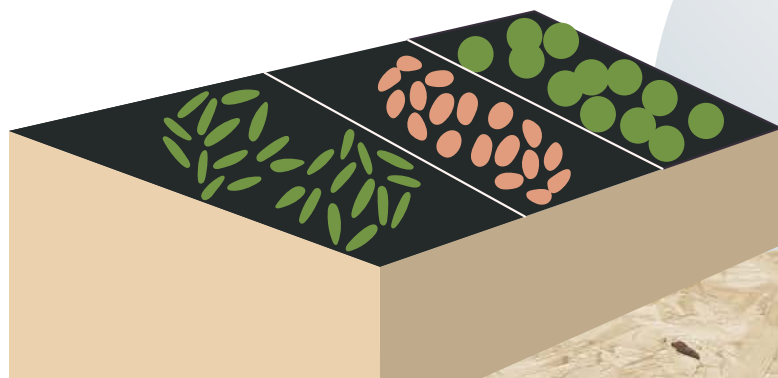
Supermarché coopératif et participatif, le projet prend modèle sur le premier supermarché coopératif et participatif de la « Park Slope Food Coop », né en 1973 à Brooklyn.

[RENNES
breizhicoop.fr](http://rennes-breizhicoop.fr)

PHENIX

Entreprise sociale qui accompagne notamment la grande distribution dans la réduction du gaspillage en donnant une seconde vie aux invendus alimentaires.

wearephenix.com



**58 286
emplois**

dans l'agroalimentaire en
Bretagne (première région
agroalimentaire de France)



Culture

Dans le secteur culturel, une politique active de soutien aux acteur·rices locaux·ales a permis l'émergence de structures innovantes dans des domaines aussi variés que le cinéma, la presse, la librairie, la musique, mais également de solutions spécifiques pour le développement et la pérennisation de l'emploi.

LE CINÉ MANIVEL

Cinéma associatif, doté de 7 salles, fréquenté chaque année par plus de 200 000 spectateur·rices. Aucune autre ville française de moins de 10 000 habitant·es ne dispose d'un tel équipement.

REDON
cinemanivel.fr

LE COLLECTIF DES FESTIVALS

Depuis 2005, le Collectif des festivals accompagne les festivals de Bretagne dans leurs démarches de responsabilité sociale et environnementale. À ce jour, la Charte des festivals engagés pour le développement durable et solidaire en Bretagne compte 31 signataires.

lecollectifdesfestivals.org

LA GRANJAGOUL

Espace d'expression de la culture populaire en milieu rural, La Granjagoul propose spectacles, ateliers, formations, initiations et découvertes des cultures orales locales ou plus lointaines. Elle possède également un pôle documentaire consacré au patrimoine immatériel, à l'histoire locale et à la culture de Haute-Bretagne.

FOUGÈRES
lagranjagoul.fr

LA GRENOUILLE À GRANDE BOUCHE

Cette coopérative, qui mêle les goûts et les mots, associe un restaurant et une revue, dont l'ambition est de raconter la société à travers ce que l'on mange. Les équipes professionnelles sont soutenues par des coups de main amateurs et bénévoles mis au service du territoire grâce à la redistribution des bénéfices à des associations locales.

RENNES
lagrenouille.bzh

LES GESTICULTEURS

Ce groupement d'employeur·euses culturel·les a pour vocation la création d'emplois mutualisés et pérennes dans le secteur culturel et artistique.

REDON
gesticulteurs.org

50 %

des emplois bretons dans le spectacle vivant



Transition

Berceau du mouvement antinucléaire, avec l'opposition à la centrale de Plogoff entre 1978 et 1981, la Bretagne est porteuse d'une histoire forte en matière d'écologie. L'Ille-et-Vilaine est également pionnière dans le domaine des énergies renouvelables avec l'ouverture en 1966 de l'usine marémotrice de la Rance, qui resta la plus puissante du monde jusqu'en 2011. Cette histoire et les politiques favorables à l'ESS, dont le développement est de plus en plus souvent associé, voire consubstantiel, au développement durable, font du département un territoire particulièrement propice aux projets de transition écologique.

ENERCOOP BRETAGNE

Fourniture d'électricité d'origine
100 % renouvelable.

RENNES
bretagne.enercoop.fr

LES SURVOLTÉS

La coopérative d'énergies citoyennes
travaille à la transition énergétique
du territoire. Elle porte des projets
d'énergie renouvelable.

GUIPEL
survoltes.com

LA BELLE DÉCHETTE

Créée en 2015, cette ressourcerie
offre dans son magasin une
seconde vie à des objets et
matériaux réutilisables, et
sensibilise au réemploi par des
ateliers thématiques.

RENNES
labelledechette.com

LA PETITE RENNES

La Petite Rennes est un atelier
associatif, participatif et solidaire
d'autoréparation de vélos, où on
apprend à réparer et entretenir
soi-même sa fidèle bicyclette.

RENNES
lapetiterennes.org

RESSOURCES T ENVIE 35

Envie 35 collecte, trie, rénove
et vend dans son magasin de
l'électroménager à 50 % du prix du
neuf et avec une garantie d'un
an minimum.

RENNES
rennes.envie.org



75 %

de l'électricité produite en
Bretagne proviennent des
énergies renouvelables



Les âges de la vie

Alors que la Bretagne est marquée par un vieillissement plus fort qu'en France métropolitaine, l'Ille-et-Vilaine se caractérise par une population relativement jeune, qui s'explique par la forte présence d'étudiant-es et de familles sur l'aire urbaine rennaise. Un profil démographique qui fait naître des besoins sociaux particuliers auxquels viennent répondre de nombreux projets de l'ESS sur le territoire.

PARENBOUGE

Cette association propose des solutions de garde d'enfants adaptées aux besoins des parents, en accueil collectif ou à domicile, en horaires atypiques ou élargis.

RENNES
parenboug.fr

FAMILLES ACTIVES

Centre social dynamique offrant de multiples services aux territoires et aux familles.

FOUGÈRES
famillesactives.org

LA BIDOUILLERIE

Séjours de vacances écoresponsables et citoyens. À La Bidouillerie, ce sont les enfants et les adultes qui construisent ensemble le programme du séjour, grâce à des outils pédagogiques adaptés.

RENNES
labidouillerie.fr

FAMILLES RURALES

Premier mouvement familial associatif de France, Familles rurales est une association qui agit en faveur des familles en milieu rural et périurbain. Elle propose des activités, des événements, des animations, ainsi que des services consacrés à la petite enfance ou aux personnes âgées.

RENNES
famillesrurales.org

LE CRIC

Cette coopérative a pour objectif de créer, gérer et développer des projets d'éducation à l'entrepreneuriat collectif en Bretagne. Elle accompagne notamment le développement des coopératives jeunesse de services (CJS) en Bretagne.

RENNES
lecric.coop

38 %

des habitant-es de Rennes sont âgé-es de 18 à 34 ans (quasiment deux fois plus que les moyennes nationale et bretonne)



PARTIE 3

La coopération

Enjeux & histoire d'une coopération

En octobre 2011, un groupe de professionnel·les d'Ille-et-Vilaine de l'ESS participe au FIESS à Montréal (forum international de l'ESS) organisé par le Chantier de l'économie sociale.

Ce forum leur permet de rencontrer et d'échanger avec des acteur·rices de l'ESS du monde entier, mais aussi de découvrir l'économie sociale au Québec.

Ils ramèneront dans leurs valises les coopératives jeunesse de services (CJS), qui seront expérimentées dès l'été 2013 en Bretagne.

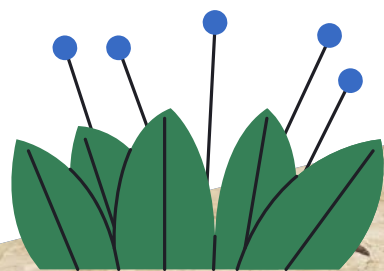
Grâce à Katerine Roy, coordinatrice du projet CJS au Québec et chargée de son développement à l'international, les Breton·nes ont l'opportunité de rencontrer différent·es acteur·rices de l'économie sociale québécoise, parmi lesquelles la coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) et son directeur, Patrick Duguay, par ailleurs président du Chantier.

Les temps d'échanges formels ou informels se multiplient au fil des années : formations, signature de convention, sommet des coopératives, partenariat Rennes-Longueuil, GSEF 2016, coopération TAG35-CDROL sur l'incubateur...

En octobre 2018, le GSEF (forum mondial de l'économie sociale) a lieu à Bilbao. Le Département d'Ille-et-Vilaine, avec le comité consultatif en ESS, participe activement à la mise en place d'une grande délégation bretonne, et l'Outaouais envoie une délégation composée d'élus·es de Gatineau, d'entreprises de l'économie sociale et de membres de l'équipe de la CDROL.

Les délégations bretonne et québécoise se rencontrent à nouveau et souhaitent franchir un cap dans leurs échanges, celui de la formalisation d'un partenariat entre l'Ille-et-Vilaine et l'Outaouais autour de l'ESS.

Une première étape est le projet de coopération entre l'Ille-et-Vilaine et l'Outaouais dans le cadre du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée 2019-2020 (FFQCD). C'est le début d'une coopération inventive entre nos deux territoires !



Le projet commun

Il y a des points communs entre l'Ille-et-Vilaine et l'Outaouais : des métropoles qui rayonnent (Rennes et Gatineau), des territoires ruraux parfois en difficulté, un engagement fort des entreprises de l'économie sociale et solidaire, une envie de coopérer entre collectivités locales et acteur·rices de l'ESS... et surtout la même vision que l'économie sociale et solidaire porte une véritable dynamique au service du développement local, social et durable de nos territoires.

Ce projet de coopération comporte d'abord une phase d'interconnaissance, dont ce document est la synthèse. Mais la démarche repose aussi sur l'échange d'outils entre TAG35 et la CDROL, une réflexion sur la mise en œuvre de politiques publiques en ESS entre le Département d'Ille-et-Vilaine et la Ville de Gatineau, de visites inspirantes en milieu rural, de moments de convivialité et de réseautage.

Il débouchera sur du transfert de projets, d'entreprises, de méthodologie, de l'échange d'étudiant·es ou de professionnel·les.



Ce qu'on aimerait bien **IMPORTER**

Côté français :

Emmanuelle Rousset, des montages complexes :

« J'aimerais qu'on puisse s'inspirer de la capacité de la CDROL (coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides) à mettre en œuvre des montages juridiques et économiques complexes. Au sein d'une même structure, comme la Laiterie de l'Outaouais, on peut ainsi retrouver une coopérative de travailleurs, une coopérative de consommateurs et des investisseurs privés. Ce sont des modèles d'envergure puissants qui produisent des résultats impressionnants. »

Pascal Dallé, le PPCP (partenariat public-citoyens-privé) :

« Leur capacité à réunir autour d'une même table des acteurs publics et des citoyens privés pour financer des projets économiques d'envergure. C'est grâce à ce genre de montage que, récemment, ils ont pu sauver le journal *Le Droit*. »

Côté québécois :

Claudine Lalonde, le marketing à la bretonne :

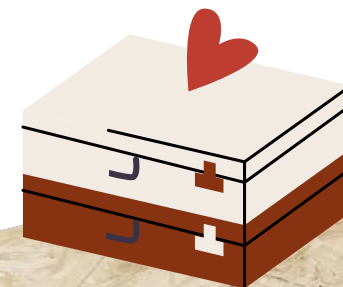
« On aurait à apprendre de votre marketing à la bretonne. Vous trouvez des noms sympas, vous développez des marques avec un vrai univers, comme La Belle Déchette ou La Cohue, qui s'incarnent dans des lieux chaleureux qui ont une âme. »

Joëlle Ritchie, les clubs Cigales :

« On a été très impressionnés par les Cigales. La prise en charge collective pour investir dans des projets pertinents pour les communautés est un modèle qu'il serait intéressant d'implanter chez nous. »

Vincent Roy, le temps de l'émergence :

« On aimerait en apprendre plus sur la capacité des collectivités à travailler ensemble pour financer des projets innovants. Grâce à cette collaboration, vous laissez vraiment le temps aux projets émerger. C'est important de financer du temps. »



Ce qu'on aimerait bien EXPORTER

Côté français :

Laurent Prieur, importer en innovant :

« Un peu ironiquement, je dirai que j'exporterais bien au Québec notre manière bretonne d'importer les modèles québécois ! J'explique : quand nous avons importé le modèle des coopératives jeunesse de services, nous l'avons digéré, adapté et implanté en l'enrichissant. Nous avons ainsi développé non seulement des coopératives jeunesse de services, mais aussi des coopératives de jeunes majeurs, des coopératives de territoires. Le tout avec un appui des différentes collectivités, ce qui donne au projet une dimension politique forte. »

Assia Aich, le soutien collectif des collectivités :

« En Ille-et-Vilaine, les différentes collectivités travaillent ensemble au soutien financier des projets à différents stades de leur développement. Cette cohérence donne aux projets et aux entrepreneurs soutenus une très forte crédibilité, qui leur assure puissance et durabilité. »

Côté québécois :

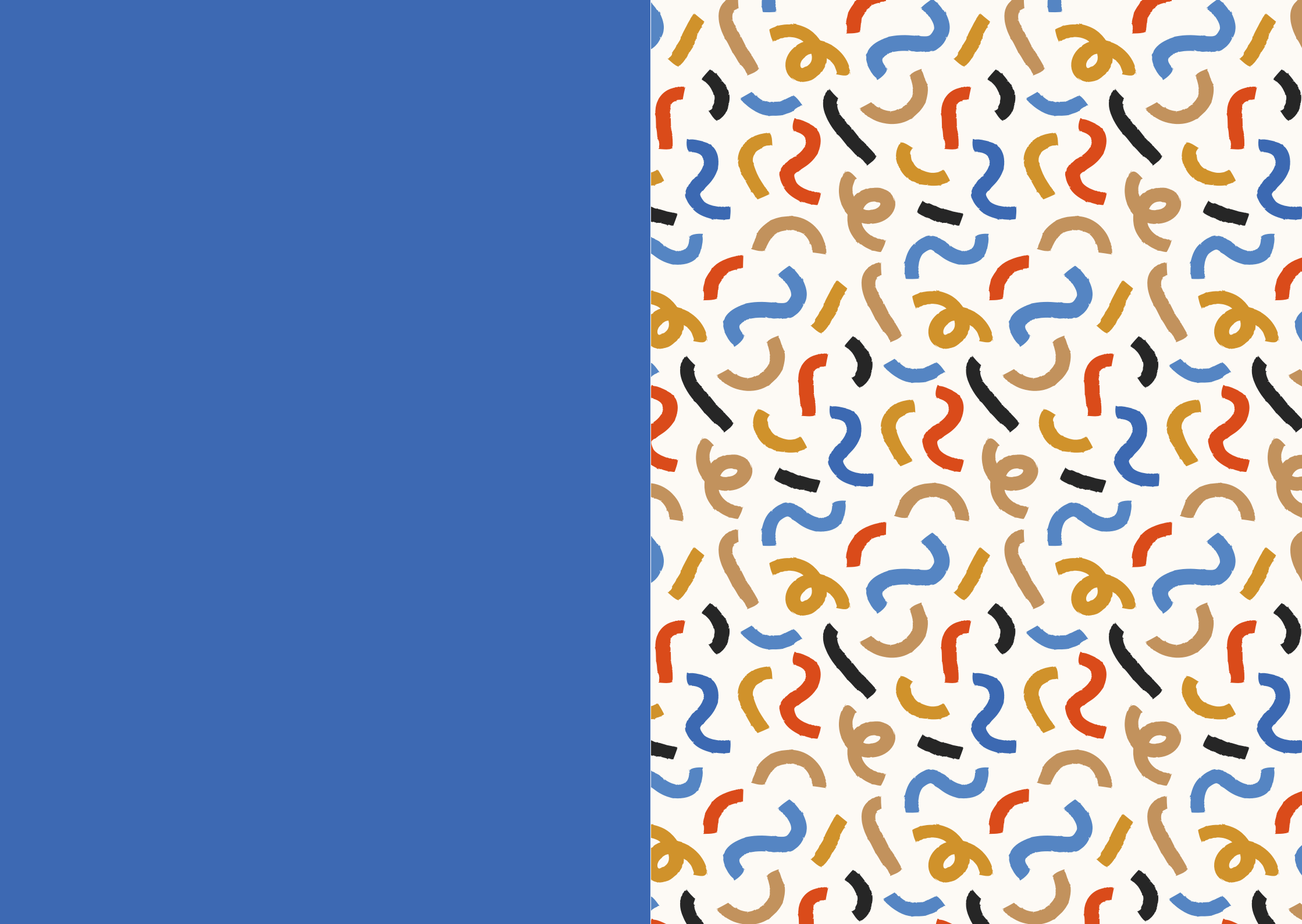
Véronique Martin, les coopératives d'habitation :

« La dimension participative dans le logement nous paraît essentielle. Si on avait attendu qu'il y ait assez de logements pour tout le monde, on y serait encore. Les coopératives d'habitat, ça crée de la solidarité et de la mixité sociale. »

Patrick Duguay, les outils financiers de l'ESS :

« Au Québec, nous disposons d'outils financiers spécifiques à l'économie sociale et solidaire. Du court terme au capital patient (prêt très longue durée sur 50 ans), nous avons toute une série d'outils qui nous permettent de financer tout type de projet avec une gouvernance qui est celle de l'ESS. »





1000 483-2000



Ministère
de la Santé et
des Services
sociaux
Québec

